

nous ne pouvons fournir de l'emploi et qui sont une source d'épuisement pour notre économie. L'urgence de ces problèmes est une raison de plus qui a poussé le gouvernement italien à occuper le premier plan dans tous les programmes de coopération internationale et intereuropéenne, depuis l'OTAN à l'Organisation européenne de coopération économique, depuis l'Assemblée européenne à la Communauté charbon-acier.

En ce temps d'anxiété, il y a une question qui inquiète bien des gens en Italie, peut-être aussi en d'autres parties de l'Europe. On se demande si les relations étroites qui se sont établies entre les deux grands pays de l'Amérique du Nord doivent être considérées comme un événement important, mais transitoire, résultant surtout des considérations d'urgence et de l'imminence d'une menace commune, ou si elles sont de nature permanente—le fruit d'un espoir, tout autant que de craintes; une plante qui va croître et se développer, quels que soient les caprices de la situation politique internationale.

Dans mon pays, la plupart des gens sont conscients de l'importance primordiale des accords militaires de l'OTAN. Il est évident, toutefois, que puisque la puissance militaire découle de la puissance économique, les répercussions économiques du pacte de l'OTAN sont aussi de première importance. Le Programme de défense mutuelle des États-Unis reconnaît, naturellement, ce principe et aide les pays européens de l'OTAN à porter le fardeau économique du programme de défense. Nous admirons aussi le sens pratique et la souplesse dont les États-Unis ont fait preuve après la guerre, dans l'exécution d'une longue suite de programmes pour faciliter la reconstruction mondiale et européenne, de même que la stabilité économique et la mise en valeur des ressources.

D'autre part, nous sentons tous que la période des grands programmes américains d'aide économique à l'Europe touche à sa fin et nous désirons vivement que des moyens de secours adéquats y soient substitués. Nous nous rendons compte que l'application de la formule "Commerce vaut mieux qu'aide" attribuable au chancelier Richard Butler, peut obtenir des résultats désirables, tout en constatant aussi les grandes difficultés qui en entravent l'application générale. En outre, nous avons l'impression que l'expansion des relations commerciales et financières ne saurait, à elle seule, répondre entièrement aux exigences de la situation actuelle. Nous cherchons quelque chose qui comprenne plus d'initiative agissante et de responsabilité de la part des grands pays qui constituent l'économie mondiale, en même temps que la participation des autres pays dans un esprit d'entière solidarité. Nous attendons avec impatience le jour, où les relations internationales commenceront à prendre le caractère d'unité et d'organisation qui existe depuis toujours au sein de chaque entité nationale.

On peut envisager, évidemment, plusieurs solutions. Certains font valoir la supériorité d'une étude du problème du point de vue universel, qui soit effectué par l'entremise du système international de commerce, de finance et de fixation des prix ou par celle des Nations Unies. D'autres préconisent l'étude collective ou régionale du problème. Je crois, personnellement, que l'une et l'autre méthodes se complètent. Plus les arrangements coopératifs internationaux se feront sur une base universelle, mieux ce sera. Nous ne saurions, toutefois, oublier les réalités historiques, géographiques et autres qui exigent des arrangements régionaux ou d'autre sorte. Il faut aussi se rappeler que nous assistons au développement du type le plus intéressant de "pluralisme", en vertu duquel un pays, tout en conservant son indépendance et sa souveraineté, s'allie à un vaste nombre de constellations politiques ou économiques. Votre propre Commonwealth des Nations britanniques est l'un des exemples les plus typiques et les plus remarquables de ce développement. Le statut de membre du Commonwealth est reconnu entièrement compatible avec la participation à l'OTAN. Il n'y a guère de pays du monde, en dehors du